



COLLOQUE

L'anticommunisme en France et en Europe (1917-1991)

25-27
JANV.
2023

CAMPUS CONDORCET | SALLE 100

Organisation : Olivier Dard (Sorbonne Université, UMR SIRICE), Noëline Castagnez (université d'Orléans, laboratoire Polen), Maxime Launay (Sorbonne Université, UMR SIRICE), Gilles Richard (UMR Arènes), Jean Vigreux (université de Bourgogne, LIR 3S).

Le colloque est organisé par la Société française d'histoire politique (SFHPo) avec le soutien de l'Institut universitaire de France (IUF).

Si l'impact de la révolution d'Octobre et ses conséquences, la « grande lueur à l'Est », la naissance de la IIIe Internationale (Komintern) en 1919 et celle des partis communistes, notamment français et italien, ont fait l'objet de multiples travaux, l'envers de cette histoire, le rejet du communisme sous la forme de l'antibolchevisme, de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme ont été beaucoup moins étudiés. Sans oublier les dénonciations qu'ont pu inspirer d'autres modèles communistes, de Pékin à la Havane.

Plus encore que l'antifascisme et peut-être même que l'antiaméricanisme, l'anticommunisme est un parent pauvre de l'historiographie. Il n'existe à ce jour, pour s'en tenir à la France, qu'une synthèse, inachevée, d'une histoire de l'anticommunisme hexagonal ; et même si des collectifs ont été publiés sur l'anticommunisme transnational et la guerre froide, le chantier demeure immense . Dresser en amont du colloque un bilan précis de l'état des recherches est un défi que les organisateurs du colloque entendent bien relever.

Le colloque a cependant d'autres ambitions. Une première serait de préciser les significations de l'anticommunisme afin de mettre en lumière le fait que cet objet, polymorphe et polysémique, est beaucoup moins univoque que ne l'ont considéré les communistes eux-mêmes ou leurs adversaires les plus acharnés. Pourtant, au fil des décennies qui scandent l'intitulé de cette rencontre projetée, partant d'Octobre et aboutissant à la chute de l'URSS le 26 décembre 1991, l'anticommunisme a pu évoluer, conservant certes des invariants, mais s'adaptant aussi aux évolutions politiques, sociales, culturelles sans négliger les enjeux géopolitiques de l'Europe du XXe siècle – empires coloniaux inclus. Ainsi présenté, l'anticommunisme relève, comme l'antifascisme ou l'antiaméricanisme, de l'histoire des idées et des représentations (littérature, chanson, cinéma, photographie) à l'heure de la société de masse et d'événements majeurs (conquête spatiale) qui aura ainsi toute sa place dans ce colloque.

Cependant, l'anticommunisme n'est pas seulement une idéologie ou une contre-idéologie mobilisée par des intellectuels, des organes de presse, des forces politiques ou syndicales et plus largement associatives car, entendu ici comme la lutte contre un communisme assimilé à un complot contre l'ordre établi, il a pu générer des politiques gouvernementales de répression qui ont marqué notamment l'histoire de la France de l'entre-deux-guerres . Au temps de la guerre froide, il a pu de même inspirer des politiques anti ou contre-subversives, en particulier lors des guerres coloniales . L'anticommunisme est donc aussi la matrice d'engagements et formes de mobilisation allant jusqu'à l'action armée de « soldats politiques » qui, des corps francs aux volontaires du Front de l'Est, ont pris les armes au nom d'une « croisade antibolchevique ». L'anticommunisme comme engagement pourrait ainsi être analysé à l'occasion de différentes séquences de la vie politique (manifestations/contre-manifestations, campagnes électorales, etc.) ou de la vie sociale (compétitions sportives, spectacles, etc.) pour en faire ressortir les lignes de force et questionner ses singularités.

En troisième lieu, il sera loisible de s'interroger sur la sociologie des anticommunistes. Ses adversaires originels, conservateurs et nationalistes (« la droite » pour parler comme « la gauche »), sont à prendre en considération, mais ils ne sont pas les seuls. Les dissidents, les « ex » ou les transfuges comptent aussi beaucoup. Dans le cas français, le passage du communisme au fascisme et ses marqueurs anticommunistes ont été analysés mais le processus gagnerait à être approfondi, au-delà des noms les plus connus, à commencer par celui de Doriot. D'autres familles politiques mériteraient aussi d'être davantage étudiées, en particulier du côté des libéraux, des radicaux ou des centristes pour qui l'anticommunisme a été une barrière infranchissable pour un rapprochement avec l'Union de la gauche sous l'égide de François Mitterrand, que ce soit en 1965, alors qu'il est le « candidat unique de la gauche », en 1974 ou en 1981. 1981 amorce un tournant qui se confirme en 1988 lorsqu'il n'est plus le candidat de la rupture mais celui de « La France unie ».

Le fait que, des décennies durant, l'anticommunisme se soit d'abord défini comme un rejet de l'URSS, à commencer par l'URSS stalinienne, invite à réfléchir sur d'autres formes d'anticommunisme, marquées cette fois à gauche. Les socialistes jouent à cet égard, à plusieurs reprises (celui de la scission ou pendant les premiers temps de la guerre froide sous la Quatrième République), un rôle de premier plan. Mais il faudra donner également leur place aux promoteurs d'autres modèles communistes, les trotskistes ou les maoïstes, ou encore les admirateurs de la Yougoslavie titiste, qui ont, à des moments et sur des registres différents, dénoncé l'Union soviétique au nom du communisme lui-même en considérant qu'elle le trahissait et, avec elle, la Révolution d'Octobre.

Les quatre éléments qui précèdent s'inscrivent largement dans un terrain français. Il sera privilégié dans ce colloque, mais l'ouverture européenne est doublement nécessaire. En premier lieu parce que l'anticommunisme s'est manifesté dans l'ensemble des pays européens et ce, qu'elle qu'ait été la puissance du parti communiste local. En second lieu, des travaux ont mis l'accent sur le caractère transnational de l'anticommunisme pour montrer, non sans parfois quelque exagération, qu'il existerait une contre-internationale communiste concurrençant son adversaire – de fait, l'alliance Rome-Berlin-Tokyo s'est formalisée, durant quelques années, dans un pacte anti-komintern. Des études de cas prenant en compte des singularités nationales et l'importance des jeux d'échelles pourront sans doute contribuer à mieux faire connaître l'importance des réseaux, des circulations, si ce n'est des transferts, qui ont comme matrice l'anticommunisme, cela à une échelle d'abord européenne (Europe occidentale et « autre Europe »), mais aussi transatlantique (États-Unis et Amérique latine) ou euro-asiatique.

14h30 UNE HISTOIRE AU TEMPS LONG

Présidence: Marc Lazar (Sciences Po Paris)

Edmond Dziembowski (Professeur émérite, Université de Bourgogne Franche-Comté, Centre Lucien Febvre)

« L'antijacobinisme, stade primaire de l'anticommunisme ? »

En 1797 paraissent les deux premiers tomes des Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme de l'abbé Augustin Barruel. S'inscrivant dans un climat de complotisme exacerbé depuis 1789, l'ouvrage s'efforçait de démontrer que la Révolution avait été le fruit d'un triple complot contre le christianisme, la monarchie, et, plus largement, toute forme d'autorité politique et religieuse et qu'elle avait programmée de longue date par les Philosophes, les Francs-maçons et les Illuminaten, ou Illuminés de Bavière. Le fer de lance de ce triple complot aurait été la société des Jacobins dont l'expansion dans toute la France à partir de la maison-mère parisienne aurait répondu au plan ourdi dans l'ombre par les conjurés. L'ouvrage de Barruel est loin d'être l'expression d'un excentrique isolé. L'antijacobinisme dont il est l'expression est un élément central de la culture politique contre-révolutionnaire, tant française que plus largement européenne. L'accusation de « jacobinisme » sans cesse réitérée par les contemporains à l'encontre des sympathisants de la Révolution, qu'ils soient radicaux ou modérés, interroge quiconque s'intéresse à l'héritage de la culture politique de la fin de l'époque moderne. Mon intervention a pour ambition d'examiner un imaginaire politique qui, par la mise en exergue du caractère international, subversif et secret attaché au jacobinisme par les contemporains, se donne à voir comme le lointain ancêtre de l'anticommunisme.

Corinne Bonafoux (MCF, Université de Savoie)

« L'anticommunisme catholique en France 1917-1991 »

Cette communication se propose de retracer les grandes lignes d'un anticommunisme catholique sur plusieurs décennies. Il s'agit de comprendre les spécificités et sources propres d'un anticommunisme catholique qui redoute par-dessus tout l'athéisme radical du marxisme et de ses traductions partisans. Cet anticommunisme a ses théoriciens et penseurs tels Waldemar Gurian ou Gaston Fessard. Il n'est pas monolithique et se trouve sous des formes variées depuis l'extrême-droite catholique jusqu'aux démocrates-chrétiens. Cet anticommunisme ne vit pas pour autant de façon isolée et entretient des liens avec des penseurs et des courants politiques non catholiques.

Mais le monde catholique ne reste hermétique au communisme. L'après deuxième guerre mondiale marque une évolution nette et la question du communisme devient alors aussi une querelle interne sur fond d'angoisse devant l'indifférentisme religieux du monde ouvrier.

Virgile Cirefice (MCF, Université de Limoges)

Grégoire Le Quang (MCF, Institut catholique de Paris)

« Mobiliser l'image du péril rouge en Italie durant la guerre froide 1945-1991 »

Le discours d'entrée en politique de Silvio Berlusconi, en janvier 1994, est marqué par un fort anticommunisme, alors même que le Parti communiste italien (PCI) n'existe pourtant plus depuis trois ans. Cela témoigne de la force d'entraînement d'une culture anticommuniste profondément enracinée dans une frange de l'opinion publique italienne, méthodiquement construite et entretenue par diverses forces politiques pendant les décennies de guerre froide. Le PCI étant une des principales forces politiques de la péninsule – qui est elle-même l'un des points chauds de la guerre froide en Europe – les représentations du « péril rouge » y sont particulièrement vives, se nourrissent à différentes traditions et, selon les contextes changeants, sont instrumentalisées à des fins politiques variables.

« Imaginer » le péril rouge, c'est d'abord éclairer les différents imaginaires qui accordent une place plus ou moins importante à la lutte contre le communisme, de la matrice néofasciste à l'antimarxisme catholique, en passant par le socialisme autonomiste. C'est aussi, naturellement, comprendre les mécanismes de l'instrumentalisation politique de la peur du rouge et la façon dont l'anticommunisme a très souvent partie liée avec la violence. Même à mesure que le PCI s'institutionnalise, les thématiques structurantes le présentant en ennemi de l'intérieur, fauteur de violence populaire et grand manipulateur conditionnent une part des stratégies électorales, nourrissent une imagerie renouvelée qui se décline sur des supports multiples, et encourage également la violence politique.

15h45 Débat

16h00 Pause

Dominik Rigoll (chercheur, Leibniz-Zentrum für Zeithistorische Forschung de Potsdam)

« Les anticommunismes en Allemagne occupée, divisée et unifiée (1945-1995) »

La conférence retrace l'histoire de l'anticommunisme en Allemagne, de l'occupation du pays par les Alliés après la Seconde Guerre mondiale et la fondation des deux États allemands en Guerre Froide jusqu'aux

premières années de la République fédérale unifiée. Il semble approprié de parler de plusieurs anticommunismes puisqu'il y a une différence assez fondamentale entre un anticommunisme social-démocrate ou libéral-démocrate qui s'érigeait effectivement contre ce qui se passait dans les régimes et les partis communistes, et un anticommunisme nationaliste ou conservateur qui, souvent, voyait du « bolchévisme » un peu partout, notamment dans le socialisme et le libéralisme, mais aussi dans le judaïsme. Par ailleurs, les conditions d'existence pour l'anticommunisme en Allemagne de l'Ouest n'avaient que peu à voir avec celles en Allemagne de l'Est : en ancienne RFA, l'anticommunisme servait comme idéologie d'État, tandis qu'en RDA, il était dangereux de s'afficher ouvertement comme anticommuniste. Enfin, on peut différencier analytiquement plusieurs modes de réalisation de l'anticommunisme, dont notamment une forme étatique, partisane, religieuse, activiste, intellectuelle ou populaire.

Denis Lefebvre (Secrétaire général de l'OURS)

« L'anticommunisme franc-maçon depuis 1917 »

Cette communication remontera à la révolution bolchevique de l'automne 1917 en ne négligeant pas le printemps. Pour schématiser : de l'accueil sympathique au printemps à la condamnation majoritaire à l'automne. « Majoritaire » car une minorité de francs-maçons s'enthousiasme avec vigueur en faveur de la révolution bolchevique.

Comment s'est exprimé le rejet de la révolution de 1917 dans les obédiences ? Et sur quelles bases ? Avec quelles analyses ? Les débats internes des différentes obédiences françaises seront examinés en ne se limitant pas à 1917 : une grande partie du XX siècle sera également traitée : cette question de l'antimaçonnisme maçonnique est aussi une réalité pendant l'après-Seconde Guerre mondiale.

Y a-t-il eu un regain pendant la guerre froide ? On note l'organisation de « réseaux » anticommunistes au sein du Grand Orient au moins, autour de personnalités (cf. Guy Vinatrel, le préfet Baylot) et d'une publication lancée en 1951 : destinée à un public de maçons, elle est spécialement consacrée à l'anticommunisme maçonnique, et mène des combats très forts, notamment au moment de la venue de Khrouchtchev en France.

On trouve ces hommes également présents dans des combats internes à la franc-maçonnerie, ainsi quand le Grand Orient de France, au début des années 60, se donne comme grand maître une personnalité proche du mouvement communiste, Jacques Mitterrand. Ils peuvent se retrouver, en certaines occasions proches d'anciens communistes comme Auguste Lecoœur, pourtant très antimaçon... Les années 70 semblent constituer leur chant du cygne.

17h30 LA MATRICE ANTICOMMUNISTE DE L'ENTRE DEUX-GUERRES : PREMIÈRE PARTIE

L'ANTICOMMUNISME SOUS LE SIGNE DU COMBAT POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE (SESSION 1)

Présidence : Nicolas Patin (université Bordeaux-Montaigne /IUF)

Jean-Etienne Dubois (agrégé et docteur en histoire de l'université Clermont Auvergne)

« Le Cartel, fourrier de la révolution ? La mobilisation et les mutations des droites françaises face au danger communiste dans la France des années Vingt ».

Le risque représenté par le Cartel des gauches vis-à-vis du communisme est une constante du discours politique des droites. La démission de Millerand de la présidence de la République en juin 1924 est considérée par certains comme la première victoire des communistes, et l'ouverture d'une « brèche révolutionnaire » en direction de Moscou (de Castelnaud). La perception d'un danger révolutionnaire ouvert par la victoire du Cartel est renforcée par l'ouverture d'une ambassade soviétique à Paris en octobre 1924, puis par le défilé communiste lors du transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon le 23 novembre. Ces deux événements consécutifs, ainsi que des violences de rue entre communistes et ligues, prouvent pour les droites la volonté des communistes de prendre le pouvoir en France, à la manière des bolcheviques en Russie en 1917. Cette peur ne correspond pas à un danger réel, mais à un changement dans l'appréhension de la menace révolutionnaire communiste, de part et d'autre de la victoire du Cartel des gauches : la dénonciation du complot communiste perd son image d'instrument aux mains de l'Allemagne pour affaiblir la France, et est investie d'un usage politique clairement partisan visant d'abord, à travers elle, à affaiblir le Cartel des gauches. Cette communication entend aborder plusieurs points : retracer les événements qui ont nourri l'idée d'un danger communiste imminent pour les droites, contextualiser le renouveau ligueur de cette époque comme réponse à ce danger communiste et étudier les stratégies discursives visant à délégitimer le Cartel en l'associant aux communistes jusqu'au milieu des années 1930.

Othmar Plöckinger (chercheur indépendant, Salzburg)

« Anti-Bolshevism and Anti-Semitism in Germany in the early years after the First World War. Contexts and impacts »

The lecture at first will discuss the historical situation in which Germany was during the first years after the First World War. It had a significant influence on how communism and especially Bolshevism were perceived. A special focus will be laid on Bavaria as the birthplace of National-Socialisms as the question whether National-Socialism was a reaction to Bolshevism was an important aspect of debates of Historians in Germany in the late 1980ies. To this end, the different attitudes to Bolshevism from social-democratic, liberal and national-conservative interpreters are briefly outlined. Based on that the volkish and national-socialist perspective will be discussed. Especially the question will be addressed, how their perspective fitted with the anti-Semitism developed since the late 19th century. A distinction between propaganda and ideology is necessary as Bolshevism played different parts in these two fields. In propaganda, anti-Bolshevism was a quit common tool. In ideology, however, it was fitted into the anti-Semitic key-narrative about liberalism as the basis of the Jewish quest for world domination: From that point of view liberalism created to the two unequal brothers, capitalism and socialism, which would serve Jewish interests. In particular, the idea of "revolution" was attributed to the Jews as an instrument for destroying natural orders. Thus, anti-Bolshevism did not form a new ideological category that would have significantly promoted the development of National Socialism.

9h00

LA MATRICE ANTICOMMUNISTE DE L'ENTRE DEUX-GUERRES : SECONDE PARTIE

Présidence : Sophie Coeuré (Université Paris Cité)

Florent Gouven (Agrégé et doctorant, universités de Bourgogne et Avignon)
« Les sabianistes en lutte contre les valets de Staline' : l'affrontement entre anticommunistes et communistes à Marseille au temps du Front populaire »

Par le recours à une analyse localisée du politique, cette communication se propose d'appréhender les formes, les enjeux et les rejeux de l'opposition entre les anticommunistes du mouvement sabianiste et les militants du PCF lors du moment Front populaire.

Ce rejet du communisme peut être lu comme le ressort idéologique cardinal d'un processus de reclassement politique de Simon Sabiani qui se traduit à Marseille par de violents affrontements avec le PCF. Transfuge de la SFIC ayant dérivé progressivement vers la droite de l'échiquier politique, Sabiani apparaît comme l'un de ces « ex » au répertoire anticommuniste moins connu que celui des conservateurs aux conceptions souvent primaires et ataviques. En réaction à cette virulente condamnation du communisme, le programme général du Front populaire prend une coloration marseillaise, les communistes locaux y adjoignant une campagne ardente sur le thème de « Marseille propre ». Dans une démarche comparatiste, la grille de lecture de l'anticommunisme peut s'avérer opératoire pour saisir la confrontation entre les militants marseillais du PCF et ceux du RPF lors du second semestre de 1947, le mitan des années trente servant partiellement de matrice aux affrontements.

Aussi cette étude se situe-t-elle à la croisée de trois questionnements historiographiques : le caractère polymorphe de l'anticommunisme, la prétendue propension aux extrêmes de la cité phocéenne et – plus largement – la mesure de la radicalité politique et sociale dans la France des années 1930.

Edouard Sill (Docteur EPHE)

« La LVF, le PPF et les Brigades internationales : les deux guerres d'Espagne de Doriot »

L'objet de cette contribution est d'évaluer l'engagement du PPF dans la « première formule » de la LVF (1941-42) au prisme des influences de la guerre d'Espagne, notamment dans les inspirations et les continuités avec les Brigades internationales et d'un antibolchevisme élaboré en miroir de l'antifascisme. La communication est articulée autour de trois volets : la guerre d'Espagne à front renversé du PPF, la LVF comme réminiscence en partie assumée des Brigades internationales et enfin la spécificité du « brigadisme » légionnaire de Doriot en Russie.

Rachel Mazuy (Chercheure associée IHTP)

« Haro sur les EUS : l'association des Amis de l'URSS contre les "ennemis de l'Union Soviétique" (1928-1939) »

L'association française des Amis de l'Union soviétique est fondée en mars 1928 dans la foulée des commémorations du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Étroitement liée au parti communiste et aux syndicats unitaires, cette « organisation de masse » est l'un des relais fondamentaux de la propagande soviétique en France. Les AUS promeuvent ainsi l'image de la « construction du socialisme » dans un seul pays, l'URSS, qu'il faut défendre à tout prix contre ses ennemis quels qu'ils soient.

Ceux-ci sont constitués par les « ennemis de classe » de tous bords, mais également par les traîtres, qui d'AUS sont devenus des EUS (Ennemis de l'Union soviétique). Le phénomène de fascination liée à l'URSS se traduit en effet par des engagements philosoviétiques nombreux, mais aussi par des défections multiples, notamment au sein des Amis de l'URSS. Bien sûr, le nombre et les noms de ces EUS changent entre la fin des années vingt et le début des années trente, où la répression à l'égard des communistes est forte, et la période antifasciste de main tendue qui suit, brutalement interrompue par le pacte germano-soviétique. Cependant, les lieux et les méthodes d'affrontement restent globalement les mêmes et les voyages et les retours d'URSS sont au cœur de ces luttes entre communistes et anticommunistes. En effet, dans cette opposition entre une « légende dorée » et une « légende noire » sur la « patrie des Soviets », « Ceux qui ont vu » comptent plus que les autres.

C'est d'abord lors de manifestations ou lors de conférences, notamment au moment des *Retour de l'URSS* des voyageurs philosoviétiques, que s'inscrit ce dialogue impossible entre communistes et anticommunistes. C'est aussi et sans doute surtout dans la presse (*L'Appel des Soviets* de 1928 à 1932, puis *Russie d'Aujourd'hui* de 1933 à 1939), et à travers l'édition de brochures que les AUS tentent de neutraliser la parole des anticommunistes. Un répertoire pour les qualifier ces EUS. Répondant aux reportages ou aux écrits des anticommunistes (récits de voyage, recueils de l'émigration blanche...), la presse AUS relaie les campagnes de presse des autres journaux communistes (le reportage de Paul Vaillant-Couturier contre celui de Béraud dans *L'Humanité* en 1925, la campagne liée à la famine de 1932-1933, ou plus tard celle liée aux « procès de Moscou » par exemple). Ils essayent aussi de contrer la menace provenant d'anciens membres ou d'intellectuels dont les convictions ont changé. Au final, une rubrique spécifique est même créée, où l'on s'emploie à réfuter les « mensonges » des EUS, de Panaït Istrati (1928) à André Gide ou Kléber Legay (1936-1937).

Marion Labeÿ (Post-doctorante, Istituto italiano per gli studi storici, Napoli),
 « La formulation de l'anticommunisme dans le dialogue intellectuel entre
 Angelo Tasca et Andrea Caffi (1935-1940) »

Cette intervention s'intéresse à la formulation de l'anticommunisme dans le dialogue intellectuel entre deux militants antifascistes en exil en France dans les années 1930, Angelo Tasca (1892-1960), ancien dirigeant du Parti communiste italien (Pcd'i) ayant adhéré en 1935 au Parti socialiste italien (Psi-Ios), et Andrea Caffi (1887-1955), penseur et journaliste italo-russe. À travers l'analyse de la correspondance entre les deux hommes et de leurs écrits publics et privés, cette étude vise à comprendre le choix de l'anticommunisme grâce à une méthodologie basée sur la sociologie du militantisme et l'histoire intellectuelle de l'antistalinisme.

11h45 L'ANTICOMMUNISME SOUS LE SIGNE DE LA DÉNONCIATION ET DE LA RÉPRESSION ÉTATIQUE

Présidence : Gilles Richard (université de Rennes 2)

Clément Fontannaz (Doctorant Histoire Strasbourg – Lausanne)
 « La police neuchâteloise, une institution officielle au cœur des réseaux de
 lutte antibolcheviste (1917-1923) »

La présente communication s'attache à étudier la police neuchâteloise en tant qu'institution essentielle dans la lutte antibolcheviste. Elle était un maillage dans l'exécution des politiques conduites contre le mouvement communiste et révolutionnaire du canton. Nous partirons de «la base», les agents, afin de mener notre étude, et nous remontrons toute la hiérarchie policière cantonale. Notre analyse esquissera une sociologie de ces agents, leur dynamique de promotion, la répartition des tâches qui leur incombent dans le cadre de la lutte contre le bolchévisme, ainsi que l'exécution des diverses circulaires prises à cet effet. Nous travaillerons, aussi, sur les différents groupes suspectés d'être des «agents du bolchévisme»; et l'image que cela renvoyait au reste de la société neuchâteloise ; et celle que la police véhiculait. Nous mettrons en évidence les liens noués entre les différentes composantes de la police, le milieu politique (Union des gardes civiques, Fédération des patriotes suisses) et les cercles économiques (Union Helvétique). Enfin, nous questionnerons les volontés réformatrices qui jalonnèrent l'évolution de l'institution. Et nous le ferons à l'aune des événements sociopolitiques qui marquèrent la vie du canton. C'est une étude micro-historique et anthropologique de la police neuchâteloise et de l'antibolchevisme que nous vous proposons ici.

Pierre Millet (Agrégé doctorant contractuel)

« D'un camp l'autre, Allemagne 1933, France 1939 : anticommunisme et état d'exception »

Le 28 février 1933, au lendemain de l'incendie du Reichstag, les libertés publiques sont suspendues en Allemagne au nom de la lutte contre la menace communiste. Au cours du mois de mars 1933, des milliers de militants du KPD (parti communiste d'Allemagne) sont arrêtés puis enfermés dans des camps de concentration. Wilhelm Eildermann est l'un d'entre eux.

Libéré au bout de deux ans et demi, il parvient à rejoindre sa femme Luise à Paris en 1937. Le couple poursuit son investissement au sein du mouvement communiste en France, jusqu'à leur arrestation à leur domicile par la police dans la nuit du 1er septembre 1939. Ils sont internés dans ce qu'on appelle alors également des camps de concentration. Cette expérience a pour les Eildermann et leurs compagnons d'infortune un air de déjà vu. Comme l'Allemagne de février-mars 1933, la France de l'été 1939 est marquée par une vaste campagne anti-communiste et xénophobe, justifiée cette fois-ci par la signature du pacte germano-soviétique.

Cette double expérience des camps allemands et français mérite que l'on s'y attarde. À partir des recherches menées dans le cadre de notre thèse - centrée sur la trajectoire et les mémoires du couple Eildermann, nous proposons d'interroger le rôle dévolu à l'anticommunisme dans le basculement de l'Allemagne et de la France dans l'état d'exception. Nous confronterons les mémoires des Eildermann avec des témoignages laissés par leurs contemporains, mais aussi avec la presse de l'époque, qui permet de suivre au jour le jour « la répression des visées communistes ».

14h30 L'ANTICOMMUNISME SOUS LE SIGNE DE LA DÉNONCIATION ET DE LA RÉPRESSION ÉTATIQUE (SUITE ET FIN)

Présidence : Gilles Richard (Université de Rennes 2)

Simon Catros (Docteur Sorbonne Université, PRAG à l'INSPE de Paris)

« Entre anticommunisme radical et antisoviétisme relatif : le cas de l'état major de l'Armée en 1935-1939 »

Qualifier l'anticommunisme de l'état-major de l'Armée implique d'en examiner les sources. La perception du communisme comme idéologie subversive tendant à saper les bases politiques et sociales de la France et de sa puissance, notamment dans le domaine colonial, constitue un socle commun partagé par tous les officiers. Dans le contexte des années 1935-1939, marqué par la Guerre d'Espagne et l'arrivée au pouvoir du Front populaire en France, la crainte du péril intérieur que représente cette idéologie est fortement ravivée.

L'antisoviétisme découle en grande partie de ces perceptions, dont il constitue le corollaire. La mémoire des événements de 1917-1922 – de l'armistice soviéto-allemand au traité de Rapallo – est vivace et justifie une méfiance extrême envers la politique étrangère soviétique. Les agissements des services soviétiques en Espagne à partir de 1936, bien perçus, renforcent l'hostilité à un régime dont le caractère dictatorial et « asiatique » est dénoncé. Enfin, la conviction que le système bâti par Staline est inefficace et s'effondrerait en cas de conflit – conviction basée notamment sur la reprise sans nuance des propos de dissidents – justifie un temps l'hostilité à tout rapprochement sérieux avec Moscou.

Toutefois, l'évolution de plusieurs officiers en 1938-1939, qui prennent parti en faveur d'une alliance, ou au moins d'une entente, avec le Kremlin permet de relativiser la vigueur de cet antisoviétisme. Une certaine lecture de la politique intérieure de Staline – en particulier les « grands procès de Moscou » –, une tendance à surévaluer le poids, dans les relations internationales, de la polarisation idéologique alors à l'œuvre en Europe associées à une évaluation faussée du poids stratégique réel de l'URSS constituent les bases de ce revirement d'un certain nombre d'officiers – il faut relever qu'une partie significative demeure hostile à tout accord avec Moscou jusqu'à l'été 1939.

Ainsi, cette contribution propose une approche complexe de l'étude de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme en vue de comprendre les relations entre ces deux tendances et leur évolution respective dans le temps court de la seconde moitié des années trente.

Georges Vidal (Agrégé, HDR, Université de Montpellier),

« L'armée de Vichy et l'anticommunisme : paradoxes et ambivalence du syndrome de la défaite »

La défaite de 1940 provoque parmi les militaires français une brutale flambée de peur du communisme, qui va peser en faveur de l'armistice et dont le traumatisme va laisser une profonde empreinte sur l'armée de Vichy, en particulier parce qu'une insurrection communiste est considérée comme un risque sérieux, la mécanique de la défaite devant actionner l'engrenage de la révolution. En outre, le rôle éminemment politique de l'armée au sein du nouveau régime et l'élargissement de ses compétences en matière répressive lui donne un rôle sensiblement majoré dans la lutte contre le communisme. Mais ce militarisme politique et idéologique, surtout affiché dans les premiers mois du régime, doit cependant être relativisé sur le terrain de la lutte anticommuniste.

En effet, l'apolitisme traditionnellement affiché par l'institution militaire perdure avec une autolimitation dans la lutte contre l'ennemi intérieur. Ce constat montre que le drame de juin 1940 ne marque pour l'armée qu'une rupture relative avec l'héritage anticommuniste de l'entre-deux-guerres.

Continuité aussi en raison d'une certaine indifférence et d'une attitude modérée vis-à-vis de l'URSS, qui reste considérée jusqu'en juin 1941 comme un acteur marginal, mais qui mérite cependant d'être ménagé. Continuité également et surtout, par le rôle central du facteur allemand pour déterminer le positionnement face au communisme. Pour cette raison, de nouvelles problématiques émergent au sein de l'armée qui font de l'URSS le facteur décisif des rapports de force et des enjeux stratégiques dans une Europe soumise à l'hégémonie germanique.

Lorsqu'en juin 1941, la Wehrmacht envahit l'Union soviétique et qu'aussitôt Vichy s'engage plus avant dans la voie de la collaboration, une alternative va rapidement s'imposer aux militaires français face à la reconstitution soudaine du front oriental : faut-il souhaiter l'effondrement de l'Armée rouge, c'est-à-dire la ruine du communisme, ou au contraire espérer un enlèvement désastreux pour les Allemands obligés de mener la guerre sur deux fronts ? Début 1942, lorsque se dessine la possibilité d'une victoire des Soviétiques, l'alternative devient plus radicale : la France doit-elle renforcer son aide au Reich ou doit-elle au contraire se préparer à faire du communisme un allié, à la fois sur le front des armées, mais également sur le plan intérieur.

15h45 L'ANTICOMMUNISME À L'HEURE DE LA GUERRE FROIDE

MOBILISER POLITIQUEMENT ET MÉDIATIQUEMENT CONTRE LE COMMUNISME

Présidence : Christine Manigand (Sorbonne Nouvelle)

Guillaume Gros (Docteur IEP Paris, chercheur associé FRAMESPA)

« Joseph Czapski, une contribution à l'histoire intellectuelle de l'anticommunisme »

Peintre d'origine polonaise, Joseph Czapski (1896-1993) qui a notamment échappé pendant la Seconde Guerre mondiale au massacre de Katyn, publie en 1949, en France, le récit de son témoignage et de son enquête pour retrouver les officiers polonais disparus, *Terre Inhumaine* (Self, 1946) alors refusé par de très nombreux éditeurs, malgré l'appui d'André Malraux et de Raymond Aron. Plébiscité par François Mauriac dans le *Figaro* à sa sortie dans un article intitulé "Les morts sans noms", utilisé par le cinéaste Andrzej Wajda, pour la documentation de son film sur Katyn (2007), ce témoignage encore récemment réédité (éditions Noir sur Blanc, 2020) est une contribution majeure à l'histoire intellectuelle de l'anticommunisme.

Pourtant, en 1949, le témoignage de J. Czapski heurte une partie de l'intelligentsia dans un pays où le Parti communiste français pèse considérablement dans la sphère culturelle et dans le domaine politique. Les conditions de la publication de *Terre Inhumaine* et de sa réception, dans le contexte de la guerre froide, montrent comment le peintre a utilisé certains réseaux littéraires dans les

milieux traditionalistes après 1945 autour notamment des salons du philosophe Gabriel Marcel et de l'écrivain Daniel Halévy afin de trouver les éditions Self alors plutôt marginales dans le monde de l'édition. On verra aussi comment il trouve des relais dans une presse anti-communiste comme *Paroles françaises*, hebdomadaire co-dirigé un temps par P. Boutang et P. Ariès.

Enfin, cette communication permettra de montrer comment Joseph Czapki devient alors une figure de l'émigration polonaise, participant notamment aux activités du Congrès de la liberté et de la culture, collaborant, entre autres, à *Liberté de l'Esprit* et surtout à *Preuves*, où il rédige des notes de lecture sur la peinture qui est son activité principale. Depuis le siège de l'émigration polonaise à *Kultura*, à Maisons-Laffitte, il milite pour une meilleure connaissance de l'histoire de la Pologne parcourant l'Europe, les États-Unis, l'Amérique du Sud afin de livrer son témoignage sur Katyn.

Veronika Durin-Hornyik (Docteure en histoire, ACP, Université Gustave Eiffel)
« Free Europe » dans la France de la Quatrième République »

L'organisation américaine « National Committee for a Free Europe », fondée en 1949 à New York, portait, au cours de la guerre froide, le flambeau de la croisade anticommuniste en venant en aide aux exilés des pays satellites de l'Union soviétique. S'agissant officiellement d'une opération de guerre psychologique relevant de la responsabilité de la « Central Intelligence Agency », il déployait des activités variées dans le monde libre afin de libérer les nations captives de l'orbite de Moscou. L'intervention portera sur la présentation de l'organisation et de ses activités en Europe, particulièrement en France, soulignant l'importance stratégique du pays dans la politique étrangère américaine d'après-guerre. Elle présentera ensuite le pendant français du comité américain nommé Comité français pour l'Europe libre, une initiative unique en son genre car aucun pays occidental n'avait créé un organisme à l'instar du comité américain « Free Europe ». L'intervention traitera des circonstances de la création du comité français, de sa composition incluant des personnages politiques et intellectuels français, des formes et de l'ampleur de ses actions, en s'appuyant sur des sources audiovisuelles

Odile Gaultier-Voituriez (Docteure en histoire, responsable du Centre d'archives de Science Po)

« Le fonds Paix et liberté de Pierre Rostini au Département archives de la DRIS de Sciences Po : une source pour l'histoire de l'anticommunisme »

Le volumineux fonds du mouvement anticommuniste Paix et liberté (1950-1956) conservé par Pierre Rostini, chargé de la communication et des publications de l'association, a été donné à Sciences Po en 2019. Il contient des documents très variés produits et diffusés par le mouvement – affiches, tracts, brochures, bulletins d'information, participations à la radio – destinés à contrebalancer la propagande communiste dans les différents media. La richesse du contenu, textuel comme iconographique, en fait une source de premier ordre pour approfondir aussi bien le discours hostile au communisme, ses moyens d'expression et son rayonnement, en France et à l'étranger, que la sociologie des anticommunistes et les relations avec les mouvements européens similaires.

9h00 L'ANTICOMMUNISME À L'HEURE DE LA GUERRE FROIDE (SUITE)

LES MILIEUX ÉCONOMIQUES ET L'ANTICOMMUNISME

Présidence : Sabine Jansen (CNAM)

Régis Boulat (MCF, université de Haute-Alsace)

« La croisade pour l'accroissement de la productivité en France (années 1950) ou comment lutter contre les "Gangsters du Politburo" »

A la fin des années 1940, le programme franco-américain de modernisation basé sur la notion de productivité est un moyen pour l'administration Truman de contrer le communisme qui, dans les documents d'archives, est comparé tantôt à une « maladie » tantôt à une « association de malfaiteurs ».

En effet, si l'*Economic cooperation administration* (ECA) chargée de la gestion du Plan Marshall désire promouvoir en Europe « un art du bon gouvernement économique » fondé sur l'augmentation de la productivité et la libéralisation des échanges, le programme d'assistance technique ou *United States Technical Assistance Program* (USTAP) qui se met en place à partir de 1948-1949 vise surtout à venir en aide à la France, « zone vitale en temps de paix comme en temps de guerre ». Pour son responsable en France Barry Bingham, « *Il ne s'agit pas de rembourser sa dette à Lafayette, ni de faire un geste généreux envers notre plus vieil allié parmi les nations* », mais « d'aider la France à se remettre sur pieds et en stoppant le communisme ». A partir de 1950, la guerre de Corée rendant encore plus urgente de lutter « contre les gangsters du politburo » l'ECA est ainsi à l'origine d'initiatives variées, qu'il s'agisse des fameuses « missions de productivité », de nombreux « programmes pilotes » ou d'actions variées de propagande qui toutes présentent la productivité comme le seul moyen d'élever le niveau de vie des classes ouvrières tout en permettant de lutter efficacement contre le communisme.

A partir d'un corpus varié d'archives (NARA, RG 469, *Economic cooperation administration* ; Archives du Plan ; Archives privées de Jean Fourastié ; Archives syndicales), cette proposition de communication entend ainsi revisiter l'histoire de la politique d'accroissement de la productivité mise en place par la IV République sous l'angle de l'anticommunisme.

Audrey Bonvin (Université de Fribourg et UniDistance/FernUni Suisse)

« Quand la peur du rouge se mue en promotion de l'éthique entrepreneuriale : corporatisme et "centrisme radical" parmi les patrons du Réarmement moral 1971-1991 »

Notre contribution se focalise sur le mouvement international du Réarmement moral (RAM) et sa pensée conservatrice dite de la «Troisième Voie», autour

duquel gravite un réseau d'élites se réunissant bisannuellement depuis 1946 dans le palace du village de Caux (Suisse) pour des conférences internationales. Ni organisation politique ni « nouveau mouvement religieux », le RAM fut fondé dans les années 1920 par un pasteur américain et s'exporte en Europe depuis les campus d'Oxford et de Cambridge, où il restera dans les mémoires pour son active propagande anticommuniste. Bien que dirigé officieusement par un noyau d'hommes blancs anglo-saxons et, en Suisse, initialement par des tenants de la Défense spirituelle actifs dans « La Ligue du Gothard », le mouvement se distingue de l'extrême droite par son idéal cosmopolite et universaliste d'un monde uni. Rebaptisé « Initiatives of Change » en 2001 sous la présidence de Cornelio Sommaruga (ex-président du CICR), et désormais constitué en ONG, le mouvement international est actuellement implanté dans plus de 60 pays. Le RAM témoigne d'une remarquable capacité à conserver son discours au fil des décennies tout en adaptant la forme de sa propagande à l'esprit du temps. Le RAM passe ainsi d'un anticommunisme virulent dans les années 1950 à la promotion d'une jeunesse conservatrice au moment de la contre-culture hippie, puis d'un discours antiféministe à celle d'un patronat chrétien défendant une éthique du capitalisme. Il s'agira de se focaliser sur ce glissement corporatiste post 1970 et revenir sur les ambiguïtés des actions préconisées, durant la période où le RAM crée des tables rondes destinées aux cadres et vise à les sensibiliser à « une éthique du capitalisme » face à leurs pairs ultralibéraux.

10h30 COMBATTRE LA « SUBVERSION » COMMUNISTE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

Présidence : Jean Vigreux (Université de Bourgogne)

Franck Schmidt (Doctorant contractuel EHESS/ Heidelberg, associé au Centre Marc Bloch)

« Un anticommunisme complaisant ? La lutte ambiguë contre l'influence de la RDA en France (1958-1973) »

Avant 1973, la République démocratique allemande (RDA) n'était reconnue essentiellement que par des États socialistes ou non-alignés. Pour sortir de cet isolement diplomatique, elle encouragea, entre autres, la création d'associations d'amitié dans les pays d'Europe de l'Ouest. La France, pays dans lequel un puissant mouvement communiste ainsi qu'une crainte du redressement rapide de la République fédérale d'Allemagne étaient présents, représentait ainsi un territoire d'élection pour mener à bien cette campagne de propagande internationale.

Ainsi, Association des Échanges franco-allemands (EFA) fut fondée à Paris le 22 avril 1958. Son but : faire reconnaître diplomatiquement la RDA par des jumelages municipaux, des activités culturelles et des voyages en Allemagne socialiste. Les EFA étaient essentiellement implantés dans les bastions communistes tout en cherchant des soutiens dans les régions moins favorables à la cause. L'État français surveillait de près les activités de cette association qui se faisait le relais de la politique étrangère de la « République de Pankow ». Afin de contrecarrer cette para-diplomatie de la RDA en France,

les pouvoirs publics tentèrent de l'entraver là où ils le pouvaient. Toutefois, l'attitude ambiguë de certains gaullistes pourraient laisser penser que l'anticommunisme officiel était en réalité plus complexe que ce que pouvaient avancer les deux camps.

Philippe Buton (professeur, université de Reims) et **Hugo Melchior** (chercheur indépendant)

« **Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme** »

Dans les années 1968, l'extrême gauche s'oppose si violemment au PCF qu'il est légitime de parler d'anticommunisme, même s'il s'effectue au nom même d'un autre communisme.

Les fondements de cet anticommunisme révolutionnaire sont au nombre de deux : le rapport à la révolution, mais aussi le rapport à la liberté. Le PCF ne serait plus un parti révolutionnaire et il serait un parti liberticide.

Mais cet anticommunisme révolutionnaire n'est pas indifférent car l'alliage de ces deux éléments est très différent selon les trois familles gauchistes.

Chez les anarchistes, le souci de la liberté est indiscutablement prioritaire.

Les trotskystes mettent, eux, au premier plan leur volonté révolutionnaire. Or, comme le PCF est inévitablement constitutif de leur schéma révolutionnaire, il leur est impossible de couper toute relation avec l'ensemble communiste, et leur opposition demeurera toujours plus modérée que celle de leurs concurrents.

La position des maoïstes est plus originale et surtout plus évolutive. Avant 1968, le PCF est dénoncé comme un parti qui serait devenu réformiste, un parti social-démocrate. Quelques années après 1968, le PCF n'est plus dénoncé comme un parti réformiste, mais bien comme un parti qui veut une révolution, mais une révolution qui le porterait seul au pouvoir pour instaurer sa dictature, il serait devenu un parti social-fasciste.

Bryan Muller (Docteur en histoire, université de Lorraine/CRULH, ATER UPJV),
« **Combattre la "subversion marxiste". L'anti et contre-subversion des Comités pour la défense de la République 1968-1978** »

Si la majorité des gaullistes voient dans les événements de 1968 l'ombre de l'URSS, plusieurs responsables gaullistes pensent qu'il s'agit d'un vaste complot international alliant Cuba et la Chine maoïste aux côtés des soviétiques. À l'instar des autres organisations du gaullisme d'ordre, les Comités pour la défense de la République (CDR) adhèrent à cette vision alarmiste et mettent en place un discours et une *praxis* militants bien spécifiques pour lutter contre la « subversion marxiste » à l'œuvre. Ils développent ainsi des méthodes visant à repérer, comprendre et dénoncer la « subversion » (anti-subversion), et déploient leurs militants sur les terrains qu'ils jugent menacés – usines, universités, lycées, ministères – afin de s'opposer directement aux « révolutionnaires » (contre-subversion). Ils établissent un vaste réseau associatif et parlementaire dans l'espoir de convaincre la population et les élus politiques du danger qui pèse sur la société. Du fait de leur culture politique, ces militants et cadres (pro-)gaullistes en viennent à amalgamer les nombreuses

organisations d'extrême-gauche : trotskistes, maoïstes et anarchistes sont bien souvent considérés comme de simples « gauchistes » ayant pour seule différence les noms de leurs mouvements. Bien qu'une distinction soit faite entre ces éléments « gauchistes », le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste (PS), la plupart des membres des CDR estiment que ces différents mouvements sont des rivaux partageant un objectif commun – la révolution et le collectivisme. Le discours tenu par les CDR tient compte des circonstances politiques nationales (notamment lors des élections, devant la formation de l'Union de la Gauche, puis lors de la montée en puissance des gauches), mais également aux évolutions internationales – fin du printemps de Prague, la situation chilienne en 1973, la prise de pouvoir d'appareils communistes dans certains pays africains, etc. Cependant, la présidence giscardienne va voir l'affaiblissement rapide de l'organisation. Incapables de réactualiser leur discours idéologique et leur praxis, les CDR disparaissent après une longue agonie en 1978. Nous proposons d'intervenir sur la perception qu'avait ce mouvement original gaulliste du communisme durant les années 1968, depuis le moment fondateur du 30 mai 1968 (discours radiodiffusé du général de Gaulle qui influence grandement l'ensemble des organisations formant le « gaullisme d'ordre ») jusqu'à son assimilation par le RPR en février/mars 1978. Notre intervention permettrait de mieux saisir l'idéologie anticommuniste (antimarxiste pourrait être plus appropriée) de ce mouvement, l'évolution (ou non) de ses convictions, et la permanence d'un discours resté en grande partie figé à mai-juin 1968.

Maxime Launay (docteur en histoire, Sorbonne Université, UMR SIRICE et ATER université d'Orléans)

« L'armée française et l'anticommunisme : l'exemple du parti communiste français (1968-1981) ».

Malgré la phase de détente ouverte depuis les années 1960, l'armée française continue, par le biais de ses doctrines et de ses services de renseignement, à penser le parti communiste français comme un adversaire au service des intérêts de l'URSS. Il s'agit de comprendre à travers cette communication dans quelle mesure l'anticommunisme de l'armée continue d'articuler problèmes intérieurs et enjeux internationaux malgré le rapprochement franco-soviétique et l'évolution du PCF au cours des années 1970. Une première lecture, au prisme de l'histoire des relations Est-Ouest, conduit à analyser comment l'armée française chercha à lutter contre les manœuvres d'infiltration des partis communistes dans les forces armées, perçues sous l'angle de la subversion internationale. Une seconde lecture, cette fois-ci sous l'angle d'une histoire politique, invite à considérer les relations entre l'institution militaire et le PCF à l'aune des années 1968, marquées par un fort antimilitarisme venu de l'extrême gauche - mais que l'armée amalgame confusément au PCF - ainsi que par la montée en puissance de l'Union de la gauche. Engagé dans une conquête assumée du pouvoir dans le cadre des institutions de la Ve République, le PCF entame un long travail de réflexion et de séduction à des fins électorales en direction des militaires. Cette entreprise, malgré de très relatifs succès, se heurte toutefois encore à la crainte du péril rouge. La victoire de François Mitterrand en 1981 et l'arrivée de ministres communistes illustrent, à cet égard, les préventions de part et d'autre lorsqu'il s'agit du domaine militaire.

Présidence : Noëlline Castagnez (université d'Orléans)

L'ANTICOMMUNISME ET LA CHUTE DU COMMUNISME

Romain Ducoulombier (agrégé et docteur, professeur en CPGE)

« Prédire la fin du communisme : un exercice anticommuniste ? (La chute finale d'E. Todd, 1976) ».

Cette communication propose une réflexion sur la capacité prédictive des sciences sociales, à partir de la genèse et de la réception du premier livre de l'intellectuel français Emmanuel Todd, *La Chute finale*. Paru en 1976 dans une décennie placée sous le signe de la prise de conscience de la fragilité du géant soviétique, le livre conclut à la prédiction (juste) de la chute de l'URSS « dans 10, 20 ou 30 ans » à l'aide d'une analyse foisonnante, démographique, économique et sociologique, dont il s'agira de reconstituer les grandes lignes. Mais il est aussi reçu comme un pamphlet anticommuniste, en raison de son irrévérence provocatrice très inspirée par la verve d'un Jean-François Revel. Il y a donc autour de ce livre un « malentendu » (E. Todd) dont cette communication entend rendre compte. Ce livre est aussi, à bien des égards, une histoire des prédictions passées sur l'avenir du communisme ; c'est également une réflexion sur la prédiction en sciences sociales et en histoire, qui mérite qu'on s'y attarde. *La Chute finale* place le travail de Todd sous le signe de la prophétie : réédité en 1990, après la chute du Mur de Berlin, il a fonctionné comme un puissant facteur d'accréditation de l'œuvre de son auteur, en dépit de son influence limitée à sa parution. Cette radiographie d'un livre demeuré très singulier nous permettra ainsi de réfléchir à l'un des grands paradoxes de l'anticommunisme : pourquoi s'est-il montré si peu capable de prédire la fin de son objet de fixation ?

Adrien Nonjon (doctorant INALCO)

Stéphane François (professeur de science politique à l'université de Mons, HDR)

« Le solidarisme comme phénomène idéologique et partisan transnational : les exemples français et russes ».

Cette communication propose de revenir à travers l'étude du « Solidarisme » sur les liens qui ont unis l'extrême droite française et les mouvements anticommunistes russes des années 1960 à la mi-1990. Si les solidarismes russes et français doivent être envisagés individuellement, leur histoire est pourtant empreinte de fascinations et d'emprunts réciproques. À travers l'histoire de ces relations, il s'agit de montrer à quel point les allers-retours idéologiques ont profondément marqué l'évolution de la pensée « tercériste » dans ses différentes essences et acceptions, la rendant dès lors parfaitement cohérente en dépit des ambiguïtés conceptuelles qui l'entourent. Bien que cette étude relève principalement d'une étude attentive des idées politiques, nous accorderons une attention toute particulière aux registres et moyens d'actions de cette mouvance. À l'image de leurs coreligionnaires russes, les solidaristes français défendirent et soutinrent les dissidents d'Europe de l'Est

durant la Guerre Froide et ce en adoptant les mêmes méthodes que le NTS. D'autre part, l'héritage idéologique de cette mouvance reste palpable lorsqu'il s'agit de circonscrire les liens entre certains membres de l'extrême droite française et les partisans russes du 'Osobyj put' (Chemin spécial) comme le Parti National Bolchévique et sa fraction eurasiste du début des années 1990.

Alexandru Gussi

« Naissance de l' "anticommunisme post-communiste" en Roumanie (1989-1991) ».

Le 3 mars 1990 on commence à déboulonner la grande statue de Lénine de Bucarest. C'était plus de deux mois après la chute du régime communiste du 22 décembre 1989. C'était aussi après la première grande manifestation des "partis historiques"(anticommunistes) du 28 janvier. Ni la nouvelle opposition naissante, ni le pouvoir en place n'avaient pas eu comme priorité ce symbole d'un ancien régime dont la propagande était dominée par le culte de la personnalité de Nicolae Ceaușescu. D'ailleurs, le nouveau homme fort du pouvoir, Ion Iliescu, n'avait-il pas déclaré dès décembre 1989 que Ceaușescu n'avait rien à voir avec le communisme?

Que pouvait représenter cette statue pour la majorité des bucarestois et des roumains? Ce Lénine en bronze n'était là que depuis trente ans, donc peu après que l'Armée Rouge avait quitté le pays. La statue de Staline, auparavant située dans la même zone de la Capitale roumaine, avait été enlevée en 1961, un an seulement après l'inauguration de celle de Lénine. Mais en 1961 déboulonner la statue de Staline n'était pas nécessairement le signe d'une tardive déstalinisation (Vladimir Tismaneanu (2003) parle d'un "Stalinisme de tous les saisons" pour le cas du communisme roumain), mais de l'achèvement du tournant national-communiste du régime, tournant confirmé par N. Ceaușescu, qui arrive à diriger le Parti Communiste Roumain en 1965.

En partant des significations de ce moment de l'enlèvement de la statue de Lénine dans la Roumanie post-révolutionnaire, nous allons essayer de décrire le contexte de la naissance de l'"anticommunisme post-communiste" (Daniel Barbu, 1999) dans l'intervalle 1989-1991, mais surtout pendant les événements qui se succèdent rapidement pendant l'année 1990.

Etudier l'anticommunisme politique et civique dans la Roumanie d'après 1989 c'est étudier la forme que prend l'anticommunisme dans un contexte paradoxal: d'une part, celui dans lequel le régime communiste ne c'était pas seulement effondré en décembre 1989, mais aucun parti ne va se réclamer de lui après 1989. D'autre part, les ex-communistes vont retrouver une autre forme de légitimité grâce au moment même de la chute du régime: Ion Iliescu et les dirigeants du Front du Salut National (FSN) vont convertir en 1990 dans les urnes leur participation au moment de décembre 1989 qu'ils avaient qualifié eux-même de "Révolution". Ainsi la Roumanie va devenir à la fois le pays où la chute du communiste fut la plus brutale et celui dans lequel la continuité institutionnelle et au niveau des élites politiques, administratives et militaires fut la plus importante parmi les pays satellites de l'URSS.

En partant de la renaissances des partis démocratiques, notamment du Parti National Paysan et du discours politique de son leader, Corneliu Coposu, nous allons montrer les conditions de l'articulation de cet anticommunisme de l'opposition politique. Mais à cet anticommunisme il faut y ajouter celui de l'opposition civique qui s'affirme surtout dans le mouvement de la Place de l'Université de Bucarest (avril-juin 1990). Nous allons essayer de montrer dans quelle mesure cet anticommunisme est uniquement post-communiste, est une simple forme d'usage politique du passé, ou on peut parler d'un discours politique et même d'une identité politique plus complexe, forgée contre l'héritage du national-communisme auquel il répond notamment par sa dimension pro-européenne et pro-occidentale et par son alliance avec le parti de la minorité hongroise.

Mathilde Harel (docteure EHESS)

« L'anticommunisme à l'épreuve de la " fin du communisme" : les gauches françaises face à la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc de l'Est ».

La présente communication se propose d'analyser les débats sur la « fin du communisme » qui agitent les milieux politiques et intellectuels de gauche en 1989. En effet, la décomposition du bloc de l'Est, et en particulier en RDA, est scrupuleusement auscultée et commentée par des acteurs soucieux d'y lire la consécration ou la condamnation de leurs valeurs. Si 1989 est l'occasion d'un antisoviétisme renouvelé, l'anticommunisme qui se dégage des analyses à chaud est plus complexe que ce que la presse communisme, telle que la revue *Révolution* qui consacre son numéro de décembre à la question, veut bien affirmer. D'une part, parce qu'à l'extrême-gauche, les courants trotskystes réaffirment leur identité communiste, arguant que c'est sa version « dévoyée » et « caricaturale », selon les mots de *Lutte ouvrière*, qui a été condamnée par l'histoire. D'autre part, parce que loin de faire preuve du triomphalisme dont l'accuse le PCF, la gauche non-communiste affiche au contraire une attitude ambiguë, où la satisfaction de voir la « vieille maison » rester debout, se mêle à une inquiétude croissante. Alors que dominent les thèmes de la fin de la politique, de l'Etat ou encore de la crise de la démocratie, on semble craindre qu'une condamnation trop radicale du communisme emporte dans son sillage non seulement la possibilité de penser une alternative au capitalisme, mais plus profondément la croyance dans la capacité de l'Etat et de la politique à influencer sur le fonctionnement néo-libéral de l'économie, voire toute forme de légitimité historique pour le socialisme. Se pose alors, et pour la première fois concrètement, la question d'un possible « après-communisme » et du sens – comme signification et comme direction – à donner à la gauche qui en émergera.

Discussion générale

Conclusions

Faculté des Lettres
Sorbonne Université

1, rue Victor Cousin

75230 Paris Cedex 05

Tél. 33 (0) 1 40 46 22 11

www.lettres.sorbonne-universite.fr